

Fiche d'identité de la spécialité: Droit de la famille

Niveau: Master

Domaine: Droit et Sciences Politiques

Filière: Droit

Spécialité: Droit de la Famille

1- Localisation de la formation:

Faculté /Institut: Droit et sciences politiques.
Département: Droit.
Arrêté : n° 835 du 27/07/2017

2- Partenaires extérieurs:

Autres établissements partenaires :

DGRSDT, Université BBA, Université Batna 1, Université Khenchela, Centre universitaire Barika, Université Sétif 2, Université de Constantine 2, Université Biskra, Université Alger 1, Notaires, Avocats, Huissiers de justice, ...

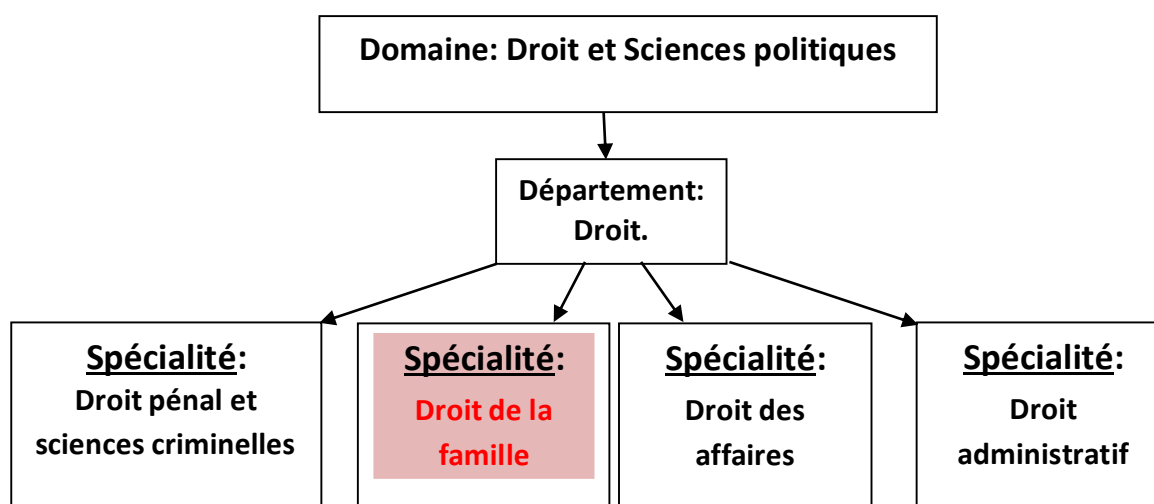
Entreprises et autres partenaires socio-économiques :

Société de Production d'Electricité (SPE) M'sila, Groupe Condor BBA, LAFARGE LC M'sila, Société de maintenance des équipements industriels (MEI) M'sila, BRIMATEC M'sila, Hodna Lait M'sila, Maghreb Pipe Msila, Société Hodna Solar M'sila, Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes (ANSEJ), Banque Essalem, Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre des Notaires, Conseil des Concurrents,...

Partenaires internationaux :

Université Lille 3 France, Université Gazi Ankara Turquie, Université El Manar Tunisie, Université Gafsa Tunisie, Université Ibn Zohr Agadir Maroc, Université de Pécs Hongrie, ENSA Toulouse France, ...

3- Organisation générale de la formation: position du projet



4- Contexte de la formation:

La spécialité droit de la famille permet l'étude du droit qui régit le phénomène familial (le mariage, l'héritage, la protection juridique de la famille, ...).

5- objectifs de la formation:

Ce parcours est utile à la préparation des concours de l'école nationale de la magistrature, d'avocat, de notaire, ... aux établissements d'officiers de l'armée, police,... Il permet l'accès aux emplois de l'administration.

6- Profils et compétences visés :

Cette formation se concentre sur l'acquisition de méthodes de maîtrise des outils permettant de procéder à des recherches juridiques de manière efficace ; maîtrise de la lecture des textes en relation avec matière juridique.

7- Potentialités locales régionales et nationales d'employabilité:

- Institutions privées et publiques,
- Cabinets d'avocats, notaires, conseil,...